ABEILLE.

Journal officiel de l'Etat, du Commerce Général de la Nouvelle-Orléans, de la Paroisse et de la Ville, Avis Maritime et Judiciaire.

imprimé par J. Bayon,

NOUVELLE-ORLEANS,
VENDREDI MATIN, 20 JANVIER 1837.

NOMINATIONS PAR LE GOUVERNEUR.

Approuvées et du consentement du Sénat.

M. F. Bosson, shérif de la paroisse d'Orléans.
E. J. Robinau, do do E. Pédesclaux.
F. Gelée, do do M. Jurgard.
A. Bourgeois, do do M. Jansen.
H. Trasillo, do do Accomac.
A. Blanchard, do do Assomption.
A. Lamusais, do do Ascension.
A. Lavergne, do do Iberville Int.
A. Marin, do do [illegible]
A. Morin, do do Carondelet.
E. Sparrow, do do Ch. Des Rouge.
V. Hebert, do do Iberville.
E. A. Oberburne, do do Plaquemines.
N. de Verbois, do do St. Landry.
L. Andree, do do O. Feliciana.
John Parkerson, do do Claiborne.
W. Dyas, do do Terrebonne.
R. Bush, do do Avoyelles.
C. B. Brashears, do do Washington.
J. B. Erwin, do do Carroll.
T. M. Payne, do do Catahoula.
J. W. Shore, do do Washington.
C. Scherbrough, do do Washington.
R. F. Chaumont, do do Natchitoches.
E. C. Locke, Potaire do Rapides.
J. S. Marsor, do do Assomption.

PROCUREURS GENERAUX.

F. Mesnieau, avocat général de l'Etat.
J. J. Roman, do do 2e. district.
A. Hamlin, do do 3e. district.
W. Robertson jr. do do 4e. district.
B. Crow, do do 5e. district.
P. B. Brower, do do 6e. district.
J. Garrett, do do 7e. district.
E. H. Hodge, do do 8e. district.
P. Landreau, conservateur des Hypothèques de la paroisse d'Orléans.
J. Reynes, Contrôleur des shénations de la paroisse d'Orléans.

Améliorations.

Les projets les plus importans sont adoptés chaque jour, et l'on peut dire que les progrès de la Nouvelle Orléans ne sauraient plus être retardés, même par la malveillance de ses envieux. Nous n'entendons pas bien la question qui se soulève aujourd'hui, au sujet de la prolongation du canal Carondelet, à partir du bassin jusqu'au fleuve; et nous ne concevrions guères, aujourd'hui ce qui pouvait être d'un grand intérêt, on semblait, il y a trente ans; comment ce qui n'a pas eu son exécution quand elle n'avait alors que des grands inconvéniens qu'elle présente aujourd'hui: comment enfin, l'ouverture d'un canal, au centre de la ruelle plus peuplée de la ville pourrait être le privilège d'une compagnie dont le but paraît être le bien public. Il était tout simple que l'on accordât, à pleines mains, des privilèges aux premières compagnies qui s'offraient pour vérifier un territoire dont on ne connaissait encore, ni l'importance, ni les ressources; et, si la Compagnie, usant du droit de conquête, a outrepassé les limites que la raison eût pu opposer à ses volontés, a-t-elle fait autre chose que ce qu'aurait tenté primobile, il est tout naturel que l'Etat, dont aujourd'hui dans la plénitude de son indépendance, et de son souveraineté, intervienne, à son tour, pour modifier des droits devenus absurdes par leurs conséquences. Le Congrès des Etats Unis, tout puissant qu'il soit, ne pourrait imposer de servitudes indéfinies à un territoire; car il est été absurde d'astreindre une population, non encore existante, à des vexations qui dét-iraient l'égalité constitutionnelle qui doit régner entre tous les Etats de l'Union. Or, donner à une compagnie de capitalistes, une charte dont les termes sont tellement explicites qu'elle ne peut rencontrer d'obstacles à son bon vouloir, c'était anticiper sur le droit de souveraineté du futur Etat; c'était attenter à des propriétés particulières que l'on rendrait très incertaines, et que l'on exposait à de perpétuels bouleversemens.

Nous avons sous les yeux un rapport, en date du 14 novembre dernier, où les commissaires de la Compagnie de Navigation exposent les droits qu'elle tient de la bienveillance du Congrès des Etats-Unis font connaître toute l'étendue des obstacles qu'elle serait en droit d'opposer à toute création nouvelle de canaux, de chemins à coulisses; où ils nous apprennent que c'est à la *tolérance* de la Compagnie de Navigation que nous devons le passage de gui qui se fait chaque jour dans nos destinées à l'usage de notre population et à l'accroissement de notre ville. On ne saurait imaginer rien de plus positif que ces droits, s'il était possible de reconnaître au Congrès un pouvoir tel que celui qu'il s'est arrogé dans cette charte; mais, il est clair que le Congrès, qui pouvait disposer des ressources nationales, ne pouvait imposer à la population de servitudes locales. Or, rien de plus féodal que la charte de la Compagnie de Navigation: si, pourtant, rien de moins constitutionnel! Les députés des Etats ont réclamé contre la prétention du Congrès sur la possession des terres enclavées dans chacun d'eux; et nous ne nous ingérerons nullement dans une question de cette importance; mais, ce que nous regardons comme indubitable, c'est que la puissance du Congrès ne saurait aller jusqu'à imposer à ces terres des servitudes dont les propriétaires sont les constitutions des Etats respectifs, et dont la nullité de tous les articles de chartes qui rédiment le citoyen et l'Etat, les propriétaires des terres, à des sujétions autres que celles qu'ils se sont eux-mêmes imposées par l'organe de leur législature.

Le canal Caron let menace la ville d'Orléans, d'anéantir les relations entre la première et la seconde municipalité; elle menace d'en faire deux villes, deux populations et de couper les communications aux eaux et à la lumière! Enfin, jamais, jamais aucun rain, pacha, ni sultan, n'a si bien tenu dans ses mains le sort d'une grande cité.

Par bonheur, comme disait, au roi de Prusse, le meunier de Sans-souci: il y a des juges à Berlin! Par bonheur nous avons une législature qui connaît les droits de l'Etat, les droits de tous les citoyens, et qui saura concilier la justice due à une compagnie, utile sans doute, avec celle qu'exigent les intérêts d'une population tout entière. Il n'y a pas de privilèges possibles dans un état libre; et tout privilège qui enchaîne les générations futures est, depuis ce quelque source qu'il provienne! C'est dans ce sens que la Législature ne saurait manquer d'intervenir dans une question vitale pour la ville d'Orléans, et même pour l'Etat: car toute servitude imposée à une partie des citoyens pèse nécessairement sur tous. Mais, c'est se créer des chimères pour les combattre! Si la compagnie de navigation, dont en émettant de pareilles idées, tout en faisant montre de ses droits profonds ou rec e ; sent fort bien qu'elle est dans l'impuissance de les faire valoir; et que le congrès lui-même reculerait devant leur mise à exécution! Que prétend donc la compagnie ?Jurer le meilleur parti possible de sa situation ; et convertir en moyens d'améliorations des privilèges surannés, et des prétentions équivoques!

A ces mots, nous nous entendons crier, s'il peut résulter d'une attaque si alarmante, un terme moyen, qui profite à la fois à la compagnie et à la cité ; nous y prêterons les mains de grand cœur. Cependant, puisque la question est soulevée, il est de toute nécessité que notre législature s'en empare ; et que, tout en faisant une large part à la *succinct déchue* de la Compagnie, elle rassure la population sur les conséquences d'un titre qui serait toujours un épouvantail, si une loi n'en limitait une bonne fois la portée.

Que de gens sont examinant la confusion que puissent jeter dans les propriétés de la partie supérieure de la ville, des droits si mal établis; nous pensons que les progrès du canal n'en devaient pas souffrir, et que les spéculateurs ne seraient pas trouver encore de plus belles chances qu'au sein même de la ville. Quelle plus belle direction en effet pour des bâtisses, que celle du bayou qui doit, à la fin, toucher au fleuve et au lac, et qui est la promenade la plus agréable et la plus salvie. Non, il n'est pas, dans la ville, de plus belle situation ; et comme, ni l'ambition de la compagnie de navigation, ni celle d'aucun autre concessionnaire, ne peut troubler les citoyens de cette partie si intéressante du carré ; il est probable qu'elle deviendra l'une des plus populeuses, comme elle est déjà l'une des plus passantes de la ville, et que chaque jour nous y verrons s'élever de nouveaux édifices.

Séances du Congrès,

Nous avons reçu de nos correspondans de Baltimore, des feuilles d'epreuve de 11jdu courant, qui nous donnent un résumé des débats de la séance du 10.

Le président Jackson, par un message spécial a informé le sénat que par suite de la recommandation qu'il a été faite dans le cours de la session dernière d'entamer des négociations avec certaines républiques de l'Amérique du Sud, à l'effet d'établir un canal pour joindre les deux océans, il a expédié un agent, chargé de s'assurer de la possibilité et du travail manque de rapport de cet agent n'était pas avec cette faveur pour l'engager à entamer de semblables négociations.

Dans la même séance du sénat, M. Buchanan a présenté une pétition de membre de réclamans de l'indemnité française ; et aussi un mémorial d'un grand nombre de citoyens, engagés dans le commerce de charbon, et protestant contre la réduction des droits sur le charbon étranger.

M. Hall, de l'Alabama, a introduit un bill qui nomme M. George Whitman, du même état, à toucher un besoin à vapeur, en fer, avec toutes les machines qu'il comporte: le tout libre de droit.

Dans la Chambre des Représentans, M. Davis, de l'Indiana, a présenté la résolution suivante :

"Résolu que toute pétition, mémoire, remontrance, ou autre document relatif à la question de l'esclavage dans le District de Colombie, ou dans tout territoire appartenant aux Etats-Unis, présenté dans la cours de la session actuelle, ou présenté, déposé, sur le bureau, ou lu au sein de la Chambre, soit, et est par ces présentes, ordonné le renvoi sans impression, ou débat, et le comité des dites cours de."

Le même député ayant demandé une dispense des règles pour procéder ce sujet en considération, cette question fut décidée dans la négative—103 membres ont voté en faveur, et 70 contre ; il fallait, conformément aux règles parlementaires, le suffrage des deux tiers des membres présens pour décider la question dans l'affirmative.

[illegible]

M. l'Editeur de l'Abeille,

Vous lecteurs ont sans doute entendu parler de la machine à vapeur qui fonctionne actuellement au bout de la rue du Canal, et dont l'objet est de remplir de matière les bâtis qui se trouvent sur le chemin. Mais lorsque nous aurons terminé nos machines est d'intérêt le public qui est un nombre qui en pleine [illegible] qu'elle fonctionnera dans l'après-midi de chaque jour (le bout de la rue du Canal) [illegible] possible. Nous espérons que nos [illegible] pour [illegible] nous [illegible] pour [illegible] nous [illegible] pour [illegible] nous